



15 février 2018, espoir du peuple togolais :

Mettre de côté les illusions au profit du réalisme

P.4

Récépissé n°DI49/14/03/DI/HAAC
Nouvelle
N°563 du 12 Février 2018
Prix : 250F CFA
OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Afrique du Sud: P.7

L'ANC célèbre les 28 ans de la libération de Nelson Mandela



Feu Nelson Mandela

**REVENdicATIONS
SOCIALES EN CASCADE :**
Quelle chance accorde-t-on
à l'employeur pour une
solution durable ?

**18E CONFÉRENCE DES CHEFS
D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT
DU CILSS À NIAMEY :**
Le PM Klassou, représentant
Faure Gnassingbé, invite les
autres Chefs d'États à une
approche globale

**RENCONTRE SOUS RÉGIONALE
SUR LA GESTION DES COMPTES
COTISANTS ET DES COMPTES
INDIVIDUELS ASSURÉS :**
Ouverture des
travaux ce matin

Bizarre approche d'une " transition pacifique " au Togo : Quand des personnalités qui ne cernent pas nos réalités s'invitent dans le débat

En visite en terre ivoirienne il y a quelques mois, le président français Emmanuel Macron parlant de la crise togolaise, invitait la classe politique à accélérer les pistes d'un dialogue inclusif, à opérer au plus vite les réformes puis, à aller aux urnes, seules issues sûres pour confirmer la démocratie dans un pays ou pour parvenir à une alternance. Cette position du Président de la métropole est plein de sens...

A suivre page 3

Tournoi du 5 février du Réseau Diaspora Force de Développement du Togo (RDFDT):

Hirondelle FC sacrée championne de la première édition



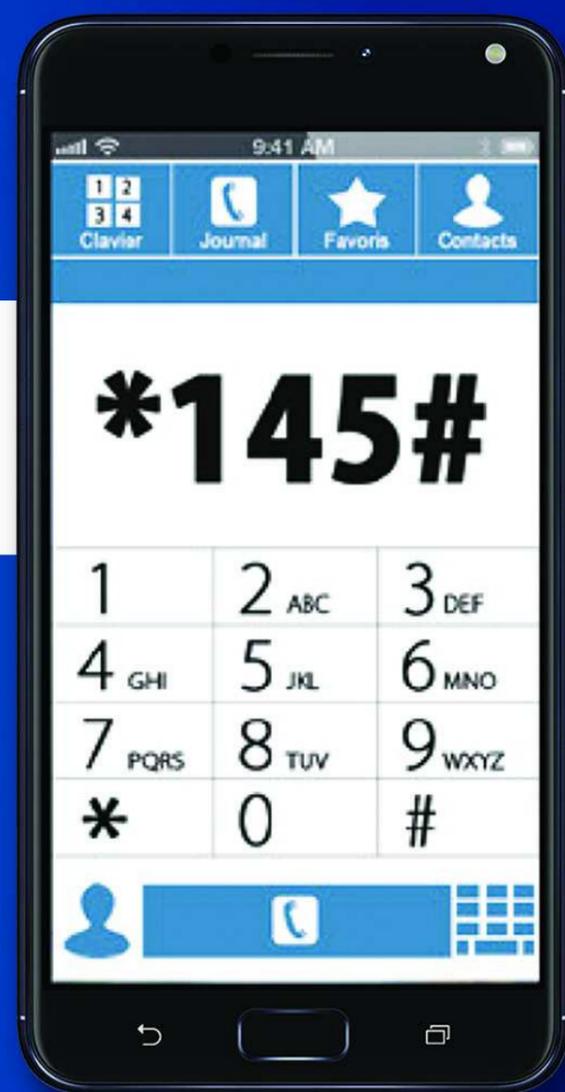
P.6



**Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,
PAYEZ facilement l'IRTR
à partir de votre mobile**



***145*6*5*2#**



Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin

*(Exemple : TG **** BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition
précisant le montant à payer**

Confirmez le paiement

**Saisissez votre code secret de compte TMoney
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de
l'opération.*

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Bizarre approche d'une " transition pacifique " au Togo :

Quand des personnalités qui ne cernent pas nos réalités s'invitent au débat

En visite en terre ivoirienne il y a quelques mois, le président français Emmanuel Macron parlant de la crise togolaise, invitait la classe politique à accélérer les pistes d'un dialogue inclusif, à opérer au plus vite les réformes puis, à aller aux urnes, seules issues sûres pour confirmer la démocratie dans un pays ou pour parvenir à une alternance. Cette position du Président de la métropole est plein de sens.

Le Togo en effet traverse une crise qui impacte depuis plusieurs mois sur le vivre-ensemble des citoyens ainsi que sur son économie. Le groupe des 5 notamment, les ambassades de France, des USA, d'Allemagne, l'Union Européenne ainsi que le PNUD s'étaient également invités pour orienter les Togolais dans la voie de la recherche de la solution idoine pour une sortie de crise.

Le dialogue inclusif a toujours été la fibre sur laquelle ils conseillent. En sonnante trompette d'une transition tout récemment, le Front

citoyen Togo Debout qui ne cache pas sa proximité avec la coalition des 14, démontre également une méconnaissance totale des réalités togolaises et prouve à suffisance que les intentions de l'opposition souffrent d'un biais dangereux.

La route a été longue et pénible mais aujourd'hui avec la facilitation des Présidents Guinéen et Ghanéen qui pointe la date du 15 février pour démarrer le dialogue tant souhaité et fort attendu, il est quand même surprenant de voir que certaines personnalités qui peut-être ne mai-

trisent pas les questions togolaises se versent dans la confusion en mélangeant tout. Il est clair et connu de tous que l'instabilité d'un seul pays dans une sous-région a toujours eu des répercussions sur le reste des États.

C'est pour cela que lorsqu'on sent les difficultés prendre une allure dans un pays membre d'une région, les autres se battent pour éviter le pire. En cela, la sortie du Président Nigérian la semaine dernière était très salutaire pour ce qui concernait ses inquiétudes pour la sous-région ouest-africaine.

Malheureusement, elle s'est un peu écartée du contexte togolais quand Muhamadou Buhari parle de transitions pacifiques. Le Togo est un Etat démocratique et cela est connu de tous y compris le Nigéria. Le Togo a régulièrement organisé des élections ouvertes à tous et auxquelles l'opposition, même la plus radicale y a toujours pris part.

Toutes les institutions sont en place en ce jour avec une assemblée que partagent ensemble les opposants et le parti Unir.

Le Togo, à partir de cet instant, pouvait avoir des difficultés mais celles-ci ne devraient pas ouvrir la voie sur une transition. Les questions de transitions pacifiques concernent beaucoup plus les pays autocratiques avec des partis uniques où les institu-

tions sont quasiment inexistantes. Le Togo qui a des problèmes liés à sa loi fondamentale ira au dialogue, opérera ses réformes qui divisent sa classe politique dans l'intérêt des citoyens puis enfin ira aux urnes pour donner force à la démocratie qu'il a d'ailleurs volontiers embrassé depuis des années.

Vivement que le dialogue s'ouvre à la date prévue pour permettre aux uns et aux autres de relancer les bases qui permettront au pays de marquer des pas positifs pour le développement.

Ceux qui jubilent qu'il s'agira d'une transition font montre d'une connaissance limitée sur le cas du Togo ou mieux, ils jouent sur une hypocrisie qui ne dit pas son nom.

TCHAGNAO

Revendications sociales en cascade :

Quelle chance accorde-t-on à l'employeur pour une solution durable ?

Dans le monde du travail, ce ne sont plus les enseignants seuls qui revendiquent les meilleures conditions de vie et de travail, mais aussi plusieurs autres secteurs.

Dès la rentrée scolaire en début d'octobre dernier déjà, les syndicats de l'éducation ont renoué avec leurs mouvements de revendications amorcés en 2016. Au centre de leur plateforme revendicative se trouve la question des primes et du statut particulier.

Jusqu'à ce jour, les enseignants, après quelques trêves continuent le débrayage dans les établissements scolaires publics malgré la nouvelle commission mise sur pied pour une étude globale des problèmes de l'éducation. Les fédérations des syndicats de l'éducation, notamment, la CSET et la FESEN demandent auprès du gouvernement un ordre du jour qui prenne en compte la question des primes au premier rang alors que le gouvernement opte pour une appro-



Gilbert Tsolenyanu (SYNPHOT)



Atsu Atcha (CSET)

che globale sans donner priorité à la question des primes, objet des grèves répétées.

De sources bien vérifiées, la CSET lance une nouvelle grève de quatre jours à compter de demain mardi pour les mêmes revendications.

Les agents de la santé regroupés dans le SYNPHOT, après ceux du ministère de la fonction publique, sont également rentrés dans la danse. Les meilleures conditions de vie et travail restent la même

préoccupation.

Le vendredi dernier, c'était la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) qui décide à son assemblée générale de lancer une grève d'avertissement de 72 heures dans la semaine. Il est important de rappeler ici que la STT est une centrale syndicale qui regroupe tous les agents de l'Etat, tous secteurs confondus à savoir, la santé, l'éducation et l'administration générale.

Les deux points de revendications

phare de la STT concernent l'augmentation de la valeur indiciaire et l'allocation du départ à la retraite. La Synergie des Travailleurs du Togo promet de soutenir chaque secteur dans ses revendications tout en défendant sa plateforme revendicative originelle.

C'est dans cette cacophonie de revendications syndicales que les travailleurs du secteur public acculent le gouvernement qui doit les satisfaire tous

à la fois. Et c'est ici qu'il faut se demander comment il peut être possible qu'une solution puisse être trouvée dans ce labyrinthe de plateformes revendicatives difficile à explorer.

Si les enseignants ont déjà la chance d'être autour d'une table de discussions avec le gouvernement, les autres secteurs se disent pour l'instant être dans l'attente d'une suite favorable, ils n'ont pas encore d'issue favorable quant à une approche de solutions aux problèmes posés.

Que va faire alors le gouvernement face à tous ces secteurs qui, à la fois, veulent être satisfaits par le même employeur ? Très difficile d'apporter des éléments de réponse.

Mais une chose est sûre, seules des discussions franches et sincères, même si elles sont amères peuvent, dans une compréhension mutuelle, contribuer à trouver un terrain d'entente.

Apo

15 février 2018, espoir du peuple togolais :

Mettre de côté les illusions au profit du réalisme

Dans exactement 72 heures, les discussions entre les protagonistes de la crise politique togolaise vont s'ouvrir. Ces discussions annoncées la semaine dernière pour le 15 février prochain à l'issue des consultations entre acteurs politiques togolais et médiateurs sont considérées comme un baromètre qui devra baliser la voie au dénouement de cette crise que traverse le pays depuis des mois. Mais avant l'ouverture de ce dialogue tant attendu, il y a lieu de jeter un regard sur certaines exigences dans le contexte politique actuel, qui méritent d'être prises en compte pour un bon déroulement et pour la réussite de ces assises.

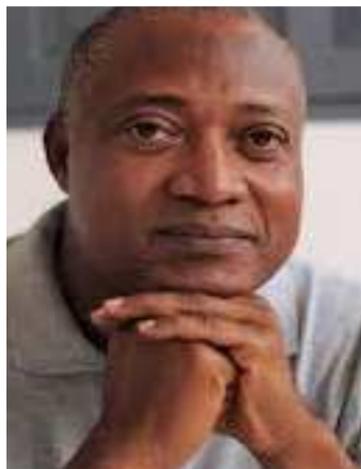
Depuis plusieurs mois, l'opposition manifeste dans la rue pour réclamer le retour à la constitution de 1992 et le départ de Faure Gnassingbé arguant que c'est le désir du peuple avec une panoplie de préalables qui a bloqué l'ouverture du dialogue annoncée depuis septembre par le gouvernement.

A quelques jours de l'ouverture de ce dialogue, il y a donc des principes à observer pour que ces pourparlers ne soient lettre morte. Les esprits des Togolais ont été éprouvés durant cette crise qu'il serait plus sage et souhaitable pour l'opposition de bannir les calculs égoïstes et politiques au nom de l'intérêt supérieur de la nation.

La question sur le départ de Faure Gnassingbé doit être écartée

Depuis le 19 Août, date du déclenchement de la crise sociopolitique, la coalition des 14 partis de l'opposition tout en brandissant le retour à une constitution vieille de 26 ans comme un étendard, réclame également le départ du pouvoir de Faure Gnassingbé dont le mandat en cours est censé finir en 2020.

Cette option non démocratique a échoué mais l'opposi-



Jean-Pierre Fabre



Kafui Adjamagbo-Johnson



Salifou Atchadam Tikpi

tion s'évertue à faire pression dans la rue sans résultats probants. Certains leaders du G14 sont montés au créneau pour affirmer que le dialogue entre pouvoir et opposition suppose de se retrouver pour négocier le départ du président Faure Gnassingbé.

Autour de la table de dialogue, chaque partie prenante doit faire des concessions. La coalition des 14 doit, d'entrée de jeu mettre de côté cette exigence de départ du Chef de l'Etat au regard des textes qui régissent la république togolaise. Cette concession en vaut la chandelle si les acteurs ont l'intention de voir ce dialogue réussir.

La question de la rétroactivité de la loi

L'opposition et le pouvoir doivent savoir raison garder pour ne pas évoquer la rétroactivité de la loi qui risquerait de bloquer les discussions. Faure Gnassingbé qui qu'on puisse dire est élu à l'issue d'un scrutin régulièrement reconnu et salué par l'ensemble des observateurs en 2015. Son mandat doit finir en 2020. Bien plus, au regard des textes, il pourra se représenter même si le mandat présidentiel venait à être limité étant donné que la loi ne dispose que pour l'avenir.

La problématique de l'alternance politique

Les points d'achoppement depuis plusieurs années entre les acteurs politiques au Togo

s'identifient par la problématique de l'alternance politique. Mais cette alternance avant qu'elle ne soit effective dans une démocratie, nécessite des éventails légaux tels que les élections à l'issue desquelles, chaque candidat est appelé à se faire valoir par son programme de société.

La démocratie a tout son sens dans le choix des dirigeants qui doit se faire par le peuple souverain. Ce qui explique que, l'alternance ne se décrète pas mais intervient à l'issue d'un scrutin.

C'est justement à cette occasion que les leaders politiques, désireux de postuler à la haute fonction de l'Etat peuvent se mesurer, défendre leurs programmes de société devant le peuple, seul détenteur de la souveraineté, qui pourra trancher et accorder son quitus à celui qui aura convaincu. En filigrane, l'alternance ne peut venir que par les urnes et non par la rue ni autour d'une quelconque table de discussion.

La panoplie de préalables et exigences qui exacerbent la crise.

Si la crise a trop perduré avant la tenue de ce dialogue, il est à remarquer que le peuple a été utilisé à loisir sans que les acteurs ne cherchent à lui expliquer le rôle qui est le sien dans une démocratie. Depuis plusieurs mois, en dehors du retour à la constitution de 1992 que le G14 brandit comme un trophée de chasse, il y a bien d'autres pré-

alables et exigences biscornues qui ont bloqué le démarrage du dialogue.

Au nombre de ces préalables, figurent la levée de siège dans certaines villes et surtout la levée du contrôle judiciaire de certains membres de l'opposition dans l'affaire des incendies des marchés de Lomé et de Kara. Cette dernière exigence sur laquelle s'accroche le G14 est à notre sens étrange quand on sait que cette affaire remonte à 2013. Or, la crise sociopolitique a commencé en Août 2017. Tout porte à croire que sur ce point, l'opposition veut faire feu de tout bois pour bloquer les assises.

Aujourd'hui, force demeure à la loi et le dialogue qui doit s'ouvrir bientôt est déterminant dans l'histoire de notre pays. Les instructions sont en cours dans ce dossier des incendies et il n'y a pas de raison à faire amalgame avec la crise actuelle qui n'a rien à voir avec une affaire de 2013. Aucune erreur ne saurait être tolérée au cours de ces discussions. Raison de plus pour que les acteurs n'aillent semer la confusion dans les esprits de l'opinion au risque de mettre tout en cause.

La question du référendum

Il est clair que le référendum demeure une expression de la démocratie. C'est la voie par laquelle, le peuple peut donner son point de vue sur une question en répondant simplement à la question par OUI ou NON. Cette option intervient souvent, lorsque dans une assemblée nationale, la majorité au pouvoir et l'opposition n'arrive pas à s'entendre sur un texte pour atteindre le quorum prévu.

Dans le cas d'espèce du Togo, le quorum des 4/5 est prévu pour avaliser une loi au

parlement. En l'absence de ce quota, seul le peuple peut trancher à travers le référendum. Il nous en souvient qu'en septembre 2017, le gouvernement, dans sa volonté d'opérer les réformes institutionnelles et constitutionnelles avait envoyé un avant-projet de loi pour la révision constitutionnelle en prenant en compte la limitation des mandats électifs et le mode de scrutin uninominal à deux tours. Contre toute attente, l'opposition n'a pas voté cette loi.

A l'issue donc de ce dialogue, il est connu de tous que, lorsque qu'il n'y a pas consensus sur un texte ou une proposition faite, le gouvernement n'aura plus d'autre choix que de recourir au peuple pour trancher. En somme le problème du référendum doit être également exposé sur la table de négociation.

Au demeurant, les acteurs politiques qui doivent prendre part à ce dialogue sont face à l'histoire. Le peuple togolais qui se trouve dans l'expectative veut du concret aux termes de ces discussions inter togolaises. Les partis politiques, pouvoir, G14 et bien d'autres, attendus à ce grand rendez-vous politique doivent en toute circonstance montrer à l'opinion nationale et internationale que le Togo est capable de résoudre ses problèmes par lui-même. Le peuple subi de plein fouet les affres imposées au quotidien par des marches de trop. Le Togo aux termes de ce dialogue doit revigorer et ça, les acteurs politiques doivent le savoir avant l'entame des discussions.

Tchagnao

Nouvelle OPINION

Hédomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
 Siège: Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

Directeur de Publication:
 El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
 Cel: 91 36 37 55
 jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:
 Agbékponou Junior

Rédacteurs :
 Tchagnao
 El Hadj Arimiyao
 Agbékponou Junior
 Ramzad
 Maroine Tchagnao
 Dalikou Lynda A.

Imprimerie:
 IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.

Tirage :
 2.000 exemplaires

VISITEZ VOTRE SITE WEB

www.republiquetogolaise.com

Application mobile: Togo officiel

18e Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du CILSS à Niamey : Le PM Klassou, représentant Faure Gnassingbé, invite les autres Chefs d'Etats à une approche globale

Le mercredi 7 février dernier s'est tenue à Niamey la 18ème conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement du Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS). Pour cette rencontre qui coïncide avec le 45ème anniversaire de la création de cette institution, le Chef de l'Etat togolais s'est fait représenter par le Premier Ministre, Komi Selom Klassou. L'ouverture des travaux s'est déroulée sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République du Mali, Président en exercice de ladite institution. Outre le Président de la République du Niger Issoufou Mahamadou, dont le pays a abrité le sommet, l'on notait la présence effective des Présidents Idriss Déby Itno du Tchad, Mohamed Oul Abdel Aziz de la Mauritanie, Macky Sall du Sénégal ; Roch Marc Christian Kaboré du Burkina Faso.

Assurer la sécurité alimentaire, s'adapter au changement climatique, renforcer les résiliences des populations dans une région particulièrement confrontée à la sécheresse et à d'autres catastrophes naturelles, telles que les inondations, réformer l'institution pour lui redonner ses lettres de noblesse, assurer le financement du CILSS, faire face aux arriérés de paiement des contributions des Etats membres ont été les points sur lesquels les Chefs d'Etats et de gouvernements se sont penchés au cours de cette 18e session ordinaire.

A l'ouverture de ce sommet, les différents intervenants ont mis l'accent sur le fait que cette grande rencontre intervient au moment où bon nombre d'Etats de l'organisation restent confrontés aux multiples problèmes. Mais le problème majeur pour les Etats sahéliens reste et demeure la situation sécuritaire qui est de plus en plus préoccupante. D'où la rencontre de Niamey où les Chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du CILSS ont eu à évaluer les progrès enregistrés et donner les impulsions nécessaires dans l'atteinte des objectifs de l'organisation. Aussi, cette rencontre a été pour eux un partage d'expériences.

Au nom du Chef de l'Etat, le Premier ministre Komi Selom



Les officiels lors de la rencontre

Klassou a invité les Chefs d'Etat à "une approche globale mais cohérente".

Pour lui, cette approche vise le renforcement de l'intégration, l'harmonisation des décisions et des actions en vue d'une atteinte des résultats escomptés. Il a par la même occasion, salué les efforts consentis par cette institution commune, qui est le CILSS, et qui demeure un cadre où l'on prône le développement d'une approche globale mais cohérente face au changement climatique dans le but de renforcer la résilience des laborieuses populations et garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, vecteur du développement inclusif et durable.

Au-delà des efforts déployés pour améliorer la production

agricole, selon le même message du Chef de l'Etat togolais, le Premier Ministre a affirmé que les Etats du CILSS doivent eux aussi travailler à garantir les conditions de paix, de sécurité et de libre circulation des personnes et des biens qui sont des préalables indispensables au progrès et au développement durable de la sous-région.

C'est dans ce sens que Komi Klassou au nom du Chef de l'Etat togolais a lancé un appel aux Etats membres de la CEDEAO et du CILSS à mieux partager les renseignements et informations entre eux afin de lutter efficacement contre le terrorisme, ce mal qui ne connaît de frontière, de religion ni de cible.

Ibrahim Boubakar Keita Président Malien, a, au nom de



Une vue de l'assistance

ses pairs, réitéré son engagement pour un Sahel prospère, en paix et en sécurité, où il fait bon vivre. Il reste convaincu que les actions engagées avec le concours des institutions sous-régionales comme la CEDEAO, l'UEMOA, le CILSS et le G5 Sahel permettront, à très court terme, de concrétiser de manière significative les efforts de lutte contre la sécheresse et la criminalité transnationale.

Signalons qu'à l'issue de cette session, le Président du Faso Roch Marc Christian Kaboré a été désigné par ses pairs pour conduire la destinée de l'organisation.

Au cours de ce mandat, il est attendu la mise en œuvre des réformes engagées au sein de l'institution pour un espace sahélien intégré et plus apte à

faire face aux effets de la variabilité climatique.

En rappel, le CILSS a été créé le 12 septembre 1973, à la suite des grandes sécheresses qui ont frappé le sahel dans les années 70. Il regroupe 13 Etats, dont le Togo, et se donne pour mission général l'investissement dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse, de la désertification et du changement climatique pour un nouvel équilibre écologique du sahel. L'admission annoncée du Soudan lors du sommet de Niamey porte à 14 le nombre de pays membres du CILSS. Le CILSS est soutenu par plusieurs partenaires financiers et techniques dont le chef de file est l'USAID.

Elom

Rencontre sous régionale sur la gestion des comptes cotisants et des comptes individuels assurés :

Ouverture des travaux ce matin

L'hôtel du 2 Février abrite une rencontre sous-régionale sur la gestion des comptes cotisants et des comptes individuels assurés au sein des Organismes de Prévoyance Sociale (OPS) de la zone CIPRES. Cette assise qui va durer six jours, c'est-à-dire, du 12 au 17 février 2018, est organisée par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) en collaboration avec la Conférence Interafricaine de Prévoyance Sociale (CIPRES).

Etaient présents à cette rencontre plusieurs délégations des Organismes de Prévoyance Sociale (OPS) des pays membres de la CIPRES. Parmi ces délégations, on note la présence du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Centrafrique, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Guinée Bissau, de la Guinée Equatoriale, de

Madagascar, du Mali, du Niger, de la République Démocratique du Congo, du Sénégal, du Tchad et enfin du Togo.

Pendant six jours, les responsables en charge de la gestion des comptes cotisants, des comptes individuels assurés ou gestion des carrières, des prestations sociales ainsi que les responsables informatiques au sein des OPS, vont se pencher sur les dysfonctionnements récurrents relevés par les différentes missions de l'Inspection Régionale dans la gestion de ces comptes.

L'objectif, c'est de favoriser, au travers des échanges et sur la base des expériences théoriques et pratiques entre les acteurs en charge, l'identification et l'analyse des causes de ces dysfonctionnements afin de concevoir et élaborer un mécanisme efficient de gestion auto-



Photo d'archive (Conseil des Ministre de tutelle de la Prévoyance Sociale - Decembre 2007).

matisé des comptes auxiliaires et comptes individuels assurés.

Pour ce premier jour, les acteurs vont échanger sur "l'importation de la tenue des comptes cotisants dans un organisme de prévoyance sociale : cas de la CNPS de Côte d'Ivoire." et sur "l'importance de la tenue des comptes individuels assurés dans un organisme de prévoyance sociale ; cas de la CNPS du Cameroun".

Egalement il y aura des pré-

sentations de l'expérience sur la gestion des comptes cotisants et individuels assurés de la CNSS du Togo et du Gabon. Présentations qui se feront par les représentants de la CNSS-Togo et de la CNSS-Gabon. Signalons que les travaux se poursuivront demain mardi 13 février et prendront fin le 17 février par une cérémonie de clôture.

Agbé

Tournoi du 5 février du Réseau Diaspora Force de Développement du Togo (RDFDT): Hirondelle FC sacrée championne de la première édition

Il a été célébré le 05 février dernier aussi bien sur le plan national qu'international le 13ème anniversaire du rappel à Dieu de Feu Général Gnassingbé Eyadema. Plusieurs manifestations ont marqué cette date y compris le lancement du "tournoi du 5 février" et de la "coupe de la paix" par le Réseau Diaspora Force de Développement du Togo (RDFDT) issue des USA, de la France, d'Italie, d'Allemagne, de la Belgique, du Sénégal et du Maroc. Ce tournoi, a connu son épilogue le samedi 10 février dernier sur le terrain du Lycée d'Agoè à Lomé par le sacre de l'équipe d'Hirondelle FC de Togblé. Le Préfet du Golfe Awaté Hodabalo, Noël De Poukn membre du Mouvement des Jeunes Unir, les promoteurs ainsi que les chefs traditionnels ont tous honoré de leur présence.

L'objectif de ce grand gala de football est de rendre hommage à Feu président Gnassingbé Eyadema pour



Photo de famille avec les organisateurs

les actions qu'il a menées de son vivant surtout pour l'enracinement et la consolidation de la paix au Togo et partout ailleurs en Afrique et dans le monde. Quatre équipes de football, à savoir Hirondelles FC de Togblé, Olympic FC de Légbassito, CSJ Mounass d'Agoè-Nyévé et Hollyday FC de Zanguéra ont pris part à ce grand tournoi qui a réuni un grand monde.

Dans la matinée, le public a eu à assister aux deux premières demi-finales qui se sont disputées entre ces quatre équipes. Ces deux premières

rencontres ont été très serrées. Les joueurs de ces quatre équipes ont bien mouillé les maillots mais seules deux équipes ont su tirer leur épingle du jeu pour se qualifier pour la grande finale qui s'est jouée dans l'après-midi le même jour.

A cette grande finale qui a mis aux prises Hirondelle FC de Togblé et CSJ Mounass d'Agoè-Nyévé, le public a été émerveillé par les talents que regorgent ces deux équipes de la préfecture d'Agoè.

L'équipe d'Hirondelle FC



Hirondelle FC vainqueur du tournoi

par son savoir faire, sa technique est arrivée à ouvrir le score à la 8ème minute par AGNIBAGNO. Signalons que tout au long de cette rencontre, l'équipe adverse n'est pas arrivée à renverser la tendance et c'est sur cette petite marque de 1 but à zéro que cette équipe a remporté le trophée mis en jeu.

Pour ce tournoi qui est à sa première édition, les promoteurs ont fait d'une pierre deux coups en profitant de l'occasion pour sensibiliser les populations d'Agoè-Nyévé et de ses environs sur la nécessité

de préserver la paix, gage de tout développement économique et de l'émergence de toute nation.

Aussi, les ont-ils invités à soutenir et à accompagner le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé dans sa politique de paix et de développement. Très satisfait de se voir soutenir par ce tournoi qui s'est déroulé sans violence, Denis KOUDOAGBO l'un des promoteurs a saisi l'opportunité pour remercier tout ceux qui de part et d'autre ont contribué à la réussite de cet événement. Dans la droite ligne du soutien à la jeunesse togolaise, le RDFDT a annoncé que dans les prochains jours, il y aura la pose de la première pierre pour la construction d'un centre de formation professionnelle dénommé Faure Gnassingbé.

Le Préfet du Golfe pour sa part, n'a pas manqué de saluer l'initiative prise par le RDFDT dans sa volonté de réunir la jeunesse autour d'un ballon pour les sensibiliser sur les idéaux de la paix. Il a aussi félicité cette diaspora qui par ce geste, les éclaire davantage sur leur position par rapport au développement du pays, à la recherche de la paix et surtout par rapport à l'image qu'ils donnent au pays à l'étranger.

Pour lui, cette initiative est nécessaire dans la mesure où elle contribue à éveiller les valeurs morales, citoyennes, républicaines, et surtout celles de la paix pour plus d'harmonie et de cohésion afin que toutes les énergies et forces puissent se concentrer sur le mieux-être des populations togolaises comme le souhaite Faure Gnassingbé, Président de la République Togolaise.

Kodjovi

Lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes au Togo :

Faure Gnassingbé lance des projets sociaux à Yaka dans la préfecture de Doufèlgou

Depuis son accession à la magistrature suprême, le Président de la République Faure Gnassingbé a fait de la lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes, son cheval de bataille. Aussi a-t-il placé son mandat en cours sous le sceau du social avec la ferme conviction de bouter hors de nos frontières cette pauvreté galopante qui mine les couches les plus démunies. Ce mandat est en marche avec les initiatives prises par le Chef de l'Etat depuis plusieurs mois.

A cet effet, plusieurs projets lancés au cours de ce mandat ont permis à certaines populations des profondeurs du pays de pousser un ouf de soulagement en matière d'infrastructures socioéconomiques de base. C'est dans la même optique que deux projets ont été lancés la semaine dernière par Faure Gnassingbé à Yaka dans la préfecture de Doufèlgou. Ces projets dénommés "Files sociaux et services de base" et "opportunité d'emplois pour les



Le projet de cantine scolaire effectif dans le "Togo profond"

jeunes vulnérables" vont permettre de lutter contre la pauvreté et le chômage.

C'est le mardi 06 Février 2018 que le président Faure Gnassingbé a procédé au lancement de ces deux projets sociaux qui sont sur le volet de l'autonomisation des femmes et l'emploi des jeunes.

Sur son compte twitter, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a expliqué combien

il était très heureux de procéder au lancement de deux projets sociaux destinés à renforcer la résilience des populations. Ces projets ont été financés par le gouvernement togolais et la Banque Mondiale à hauteur de 44 millions de dollars soit 26,4 milliards de francs CFA.

Pour Mme Victoire Tomegah-Dogbe, Ministre du Développement à la base, de l'Artisanat, de l'Emploi des jeu-

nes et de la Jeunesse, présente à la cérémonie de lancement, "le passage à échelle des filets sociaux est une demande constante des populations et, le chef de l'Etat a bien reçu le message et l'a annoncé dans son adresse à la nation le 03 janvier dernier pour marquer sa détermination à améliorer les conditions de vie des Togolais", a-t-elle précisé.

Elle n'a pas manqué d'indiquer que c'est pour assurer aux ménages et aux communautés défavorisées, un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets sociaux. Selon Mme la ministre, ces projets sont également destinés à fournir des opportunités de revenus aux jeunes pauvres et vulnérables du Togo.

Mme Joëlle Dehasse, Représentante résidente de la Banque Mondiale au Togo quant à elle s'est appesanti sur ces réalisations qui ont été possibles grâce à l'engagement des autorités nationales au plus haut niveau. Elle a également précisé

A suivre page 7

Afrique du Sud:

L'ANC célèbre les 28 ans de la libération de Nelson Mandela

En Afrique du Sud, ce dimanche 11 février, est une parenthèse dans les négociations qui entourent la future démission de Jacob Zuma. Cyril Ramaphosa, président de l'ANC, et tous les plus hauts cadres du parti sont au Cap où ils commémorent l'anniversaire de la sortie de prison de Nelson Mandela, il y a 28 ans. Ces célébrations donnent le coup d'envoi du centenaire de naissance du " père de la nation ", cette année.

Cyril Ramaphosa est d'abord apparu, ce dimanche 11

février au matin, lors d'un service religieux. Il a pris part à une grande messe au sein de la cathédrale Saint-George du Cap. Son attitude était évidemment très scrutée pour cette première sortie publique, depuis le début des discussions avec Jacob Zuma en début de semaine. Cependant, Cyril Ramaphosa est apparu très détendu, le sourire aux lèvres, avant de recevoir la bénédiction du prêtre, aux côtés d'autres cadres de l'ANC.

On sait, pourtant, le président du parti sous pression. Les

négociations avec Jacob Zuma semblent patiner et l'impatience grandit en Afrique du Sud. Cyril Ramaphosa, réputé bon négociateur, joue une partie serrée. En effet, pour que cette transition se passe bien, Jacob Zuma doit accepter de démissionner de lui-même mais certaines de ses conditions semblent difficiles à remplir.

" Les personnes corrompues seront jugées "

Dans le cadre de cet hommage à Nelson Mandela, le vice-président sud-africain, Cyril



Feu Nelson Mandela

Ramaphosa, a ensuite tenu un meeting au Cap, à la mi-journée. Il a reconnu que son parti

était en proie à la " désunion ", a " promis un nouveau départ " et a assuré que " les personnes corrompues seront jugées ".

" Alors que nous émergeons d'une période de difficultés, de désunion et de discorde ", le centenaire de la naissance de Nelson Mandela, célébré cette année, " nous offre un nouveau départ ", a-t-il déclaré. " Nous continuerons à combattre la corruption et à nous assurer que ceux qui sont corrompus et ont volé l'argent des pauvres sont jugés ", a-t-il ajouté, alors que le président Jacob Zuma est empêtré dans plusieurs scandales de corruption.

On en saura plus lundi 12 février

On en saura peut-être plus, demain lundi, puisqu'une réunion spéciale du comité exécutif de l'ANC va avoir lieu. Rappelons-nous que mercredi dernier, une réunion spéciale du comité exécutif de l'ANC avait été annulée à la dernière minute et on y avait vu un signe positif, le signe que la situation allait se régler rapidement, grâce au dialogue engagé entre Cyril Ramaphosa et Jacob Zuma. Finalement, le comité exécutif de l'ANC a été rappelé et il se réunira donc demain, à Pretoria.

Ce groupe est l'organe du parti qui peut demander une destitution du chef de l'État. Visiblement, les négociations continuent d'achopper sur les affaires judiciaires auxquelles Jacob Zuma doit faire face. La presse dominicale évoque par exemple une possibilité d'accord si le président accepte d'admettre certaines malversations. Bien entendu, tout cela reste au stade des suppositions et le départ de Jacob Zuma pourrait encore prendre quelque temps.

Source : rfi.fr

L'Egypte tire un premier bilan de l'opération antiterroriste "Sinaï 2018"

Quarante-huit heures après son lancement, vendredi 9 février, l'armée égyptienne a dressé un premier bilan de l'opération " Sinaï 2018 " qui vise à rétablir la sécurité et la stabilité dans cette région où la branche locale de l'Etat islamique mène régulièrement des opérations. Une opération hautement politique à quelques semaines d'une élection présidentielle prévue en mars prochain et qui ne se limite pas qu'à cette zone puisque les régions du delta du Nil, dans le nord du pays - ainsi que le désert occidental frontalier avec la Libye - sont également concernées.

Seize jihadistes auraient été tués au cours des dernières 48 h et 34 autres ont été arrêtés



Mouvement de troupes égyptiennes dans le Sinaï, en décembre 2017

dans des opérations menées dans le nord et le centre du Sinaï. Selon un communiqué de l'armée égyptienne ce bilan fait suite à " de vastes opérations de ratissage et de raids sur tous les axes, villes et villages du nord et centre de cette région ".

Laboratoire d'engins explosifs

Soixante-six repaires de jihadistes ont été détruits, tout comme de nombreux véhicules. Au cours de ces opérations, l'armée égyptienne a par ailleurs découvert un laboratoire d'engins explosifs, un centre d'information et de communication ainsi que des champs de pavots et de cannabis. Tout a été détruit selon le communi-

qué diffusé ce dimanche.

Rétablir le contrôle des frontières

L'opération " Sinaï 2018 ", vue par de nombreux observateurs comme une opération politique qui vise à regagner les faveurs de l'opinion publique à l'approche de l'élection présidentielle, doit encore se prolonger. Le but étant notamment de rétablir le contrôle des frontières terrestres et maritimes. Car, depuis 2013, le Nord-Sinaï est, notamment, le théâtre d'un conflit entre les extrémistes musulmans qui ont fait allégeance à l'Etat islamique et les forces de sécurité, un conflit qui a déjà fait plus de deux mille morts de part et d'autre.

Source : rfi.fr

Lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes au Togo :

Faure Gnassingbé lance des projets sociaux à Yaka dans la préfecture de Doufèlgou

Suite de la page 6

que ces projets sont destinés à faire faciliter et avancer les choses en vue d'apporter des réponses rapides aux besoins urgents des populations.

Mme Dehassé n'a pas manqué de se féliciter de la coopération entre son institution et le Togo tout en réitérant son engagement à accompagner le gouvernement togolais dans ses efforts de lutte contre la pauvreté et de développement à la base dans le pays.

Financé par la Banque Mondiale sur un don de 29 millions de dollars soit 17,5 milliards FCFA, le premier projet, dénommé " Filets Sociaux et des Services de Base " a pour objectif de faciliter l'accès des



Le Président Faure Gnassingbé échangeant avec un écolier

populations pauvres aux services socio-économiques de base et à la protection sociale. Pour ce qui concerne le second projet " Opportunités d'Emploi des Jeunes Vulnérables ", il permettra à l'Etat togolais d'offrir des opportunités économiques à des

jeunes de 15 à 35 ans mal scolarisés ou qui peuvent avoir des handicaps dans les zones rurales des cinq régions du Togo. Il est également financé par la Banque mondiale à hauteur de 9 milliards de FCFA.

Pour la mise en œuvre de ces

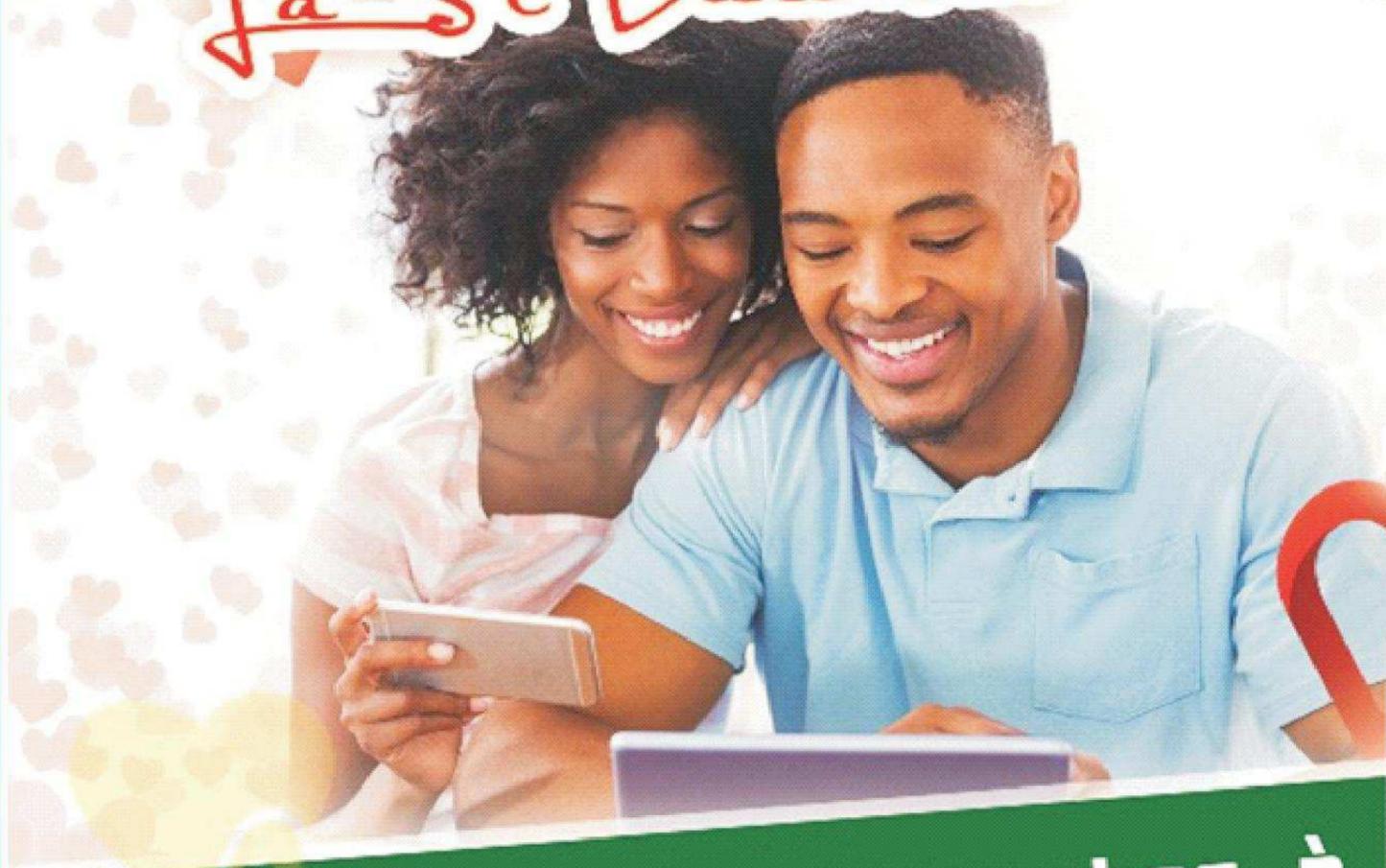
projets, c'est l'Agence nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) qui s'en chargera.

Le gouvernement explique que l'exécution de ces projets, va permettre à plus de 38.000 élèves d'avoir accès aux cantines scolaires et à 40.000 ménages et de bénéficier d'un programme de transferts monétaires. Dans le même sens, près de 14.000 jeunes auront la chance de participer à des activités communautaires, des formations et d'accompagnements pour le lancement et l'exploitation de leurs activités génératrices de revenus.

La Rédaction

T MONEY FÊTE AVEC VOUS *la St Valentin*

Du **15 JAN** au
17 Fév 2018



Incite tes amis et proches à
créer **un COMPTE T Money** et
maximise ta chance de **gagner**

Composez
***145#**

Ouverture de compte
avec obligation de
dépôt minimum de
500 Frs

PARTICIPEZ au JEU en
Envoyant votre **NUMÉRO**
WhatsApp, ville, sexe, âge

au

911*

EX : 90000000, Bassar, M, 27 au 911

Après votre inscription vous êtes intégrés à
un groupe WhatsApp administré par Togocel



*Inscription par sms: 50FCFA



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

